



Communiqué de presse

Alerte sociale inclusion scolaire

En cette rentrée 2025, le point de rupture est atteint dans les écoles et les établissements. Année après année, les politiques éducatives des dernières décennies ont contribué à casser les protections dont bénéficiait le service public d'éducation. Elles ont imposé des réformes qui ne visent pas la résorption des inégalités et la réussite de tous les élèves. Elles ont privé l'École des moyens lui permettant d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

Les conditions de travail des enseignant·es et des AESH se sont profondément dégradées, entraînant souffrance et renoncements. Le ministère porte la responsabilité de l'altération de la santé de ses personnels, personnels qui tiennent seuls l'École à bout de bras, comme des conditions de scolarisation de tous les élèves, notamment ceux et celles porteurs et porteuses d'un handicap.

Car si la loi de 2005 a permis une prise en compte de ces élèves, cette ambition ne s'est pas accompagnée des moyens nécessaires.

L'organisation de l'école inclusive cristallise à elle seule le plus de tensions dans les écoles. Depuis le premier jour de la rentrée scolaire 2025, un nombre inédit d'écoles nous ont alertées sur le manque cruel de moyens financiers et humains à leur disposition. Jamais nous n'avons recensé autant de manquements.

Comment alors accueillir décemment tous les élèves, sans moyens et sans formation spécifique de l'ensemble des personnels. Nous ne comptons plus le nombres d'élèves notifié·es d'un·e AESH individualisé·e qui ne sont pas accompagné·es, et nous avons perdu espoir quant à un accompagnement effectif des élèves qui devraient bénéficier d'un·e AESH mutualisé·e. De surcroît, les familles ignorent l'état déplorable d'accueil de leur enfant et le personnel scolaire est à bout de force.

La FSU-SNUipp 34, le SNES-FSU 34, le SNEP-FSU 34, le SNUEP-FSU 34 et SUD Education 34 déposent une alerte sociale, préalable à un dépôt de préavis de grève, pour dénoncer les conditions de travail dégradées des personnels de l'Éducation Nationale, notamment en matière d'inclusion. Elles attendent des retours concrets, tant au niveau national qu'au niveau départemental. A l'aune des réponses reçues, elles prendront leurs responsabilités quant aux suites à donner à cette alerte sociale.